



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
2 décembre 2024
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2025

27 au 31 janvier 2025, New York

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour la Colombie
(2025-2027)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II. Priorités du programme et partenariats	4
III. Administration du programme et gestion des risques	9
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	10
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Colombie (2025-2027)	12



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. La Colombie a réalisé d'importantes avancées, au cours du XXI^e siècle, dans le domaine économique (réduction de la pauvreté, plus grande autonomie économique des femmes et reconnaissance du travail domestique rémunéré et non rémunéré), dans le domaine social (consolidation de la paix, progression de la participation politique et de la protection des droits, renforcement de la défense des intérêts des citoyens et des groupes habituellement sous-représentés) et dans le domaine environnemental (développement durable et équité environnementale, recul de la déforestation, extension et création de zones protégées). Pour autant, la trajectoire du développement humain en Colombie révèle à la fois des progrès globaux et d'importantes disparités. Si les indicateurs moyens de développement humain progressent, l'examen approfondi des capacités de base et des capacités renforcées met en évidence des divergences d'un territoire à l'autre.

2. En Colombie, le point de convergence entre des inégalités fortes et multiples, qui touchent particulièrement les femmes dans leur diversité, une faible productivité, l'incidence des conflits armés et de la violence, la faible capacité des territoires de fournir des biens et des services publics et la perte disproportionnée d'intégrité des écosystèmes, crée une divergence entre les territoires. On apprend ainsi, dans le dernier Rapport sur le développement humain de la Colombie, que le développement humain progresse globalement dans 14 territoires du pays, avec une amélioration des revenus, de l'éducation et de la santé, que 17 territoires ne parviennent pas à réaliser de progrès globaux et sont en proie à des difficultés pour ce qui est de la prestation de services publics et de l'ouverture de perspectives, et que 2 territoires suivent une trajectoire de régression des revenus, de l'éducation et de la santé.

3. Cette situation est prise en compte dans le Plan national de développement 2022-2026, intitulé « Colombie, puissance mondiale en faveur de la vie », qui vise à réaliser des progrès et à remédier aux difficultés en matière de prestation de services publics et d'ouverture de perspectives. Le plan met l'accent sur la protection de la vie, le dépassement des injustices et des exclusions de longue date, le règlement des conflits en insistant sur la non-répétition, la nouvelle définition de la relation avec l'environnement et la promotion d'une transformation productive en respectant les limites naturelles et climatiques. Tant ce plan de développement que la vision du PNUD pour la Colombie insistent sur le fait qu'il importe d'ouvrir des trajectoires nouvelles et convergentes de développement humain qui soient à même de renforcer l'accès aux droits économiques, sociaux et culturels tout en continuant d'offrir des possibilités d'amélioration.

4. Le PNUD, grâce à son approche systémique du développement et aux enseignements à retenir de l'évaluation indépendante du programme de pays 2024, présente des avantages comparatifs indéniables à l'appui du programme de développement de la Colombie. Il prend la mesure des difficultés et du potentiel du pays et joue un rôle central dans le renforcement et l'amélioration des capacités humaines, territoriales et institutionnelles, qui sont essentielles pour combler les profondes divergences. La programmation, les activités et la forte présence qui est la sienne dans les régions les plus vulnérables du pays ne font que conforter son positionnement privilégié. Les principaux défis à relever dans le cadre du nouveau programme, tel que l'affinement de la théorie du changement, l'obtention d'un financement pluriannuel des projets et la garantie d'une mise en œuvre efficace au niveau territorial, sont également mis en lumière dans l'évaluation.

5. En Colombie, le PNUD a obtenu la certification « or » pour son label égalité des genres, lui permettant de se concentrer sur la lutte contre les fortes inégalités entre

les genres, notamment en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail, les niveaux élevés de violence fondée sur le genre et la faible représentation des femmes dans les postes de décision. Le PNUD entend renforcer les capacités dans le domaine de l'égalité des genres et de l'autonomisation politique et économique des femmes en promouvant une participation effective de ces dernières à l'économie locale, en garantissant l'accès à la justice formelle et transitionnelle, en soutenant les initiatives de consolidation de la paix, en protégeant l'environnement, en influençant les politiques publiques, en soulignant l'importance d'un système de prise en charge globale et en prévenant et en combattant la violence fondée sur le genre.

6. Le PNUD a aidé le Gouvernement colombien à consolider les structures établies dans l'Accord de paix, ce qui a permis aux pouvoirs publics de réaliser d'importants progrès dans la mise en œuvre de cet accord. De nouvelles possibilités de réintégrer les ex-combattants et de renforcer la Juridiction spéciale pour la paix ont été créées.

7. Le PNUD a joué un rôle clé dans le transfert de connaissances aux entités nationales et locales en encourageant la collaboration par l'entremise d'un cadre de coopération Sud-Sud avec l'Agence présidentielle colombienne pour la coopération internationale. La collaboration sur la justice transitionnelle avec des fonctionnaires éthiopiens et sur la mesure de la pauvreté multidimensionnelle avec l'organisme national cubain de statistique s'inscrit dans ce cadre.

8. Le PNUD a soutenu la mise à jour de la première contribution déterminée au niveau national de la Colombie, en mettant l'accent sur les volets transversaux et intégratifs, et a renforcé son portefeuille environnemental afin de réduire et d'atténuer les risques liés aux changements climatiques. Pour ce faire, il a approfondi les solutions fondées sur la nature et l'action menée conjointement avec les peuples autochtones du pays, en donnant corps à leurs droits collectifs, ethniques et territoriaux. Ces efforts ont permis de soutenir l'autonomie de ces peuples, de renforcer les systèmes d'autoadministration territoriale, d'assurer une justice socioenvironnementale et de contribuer à la gestion interculturelle des intérêts et des besoins des communautés ainsi qu'au règlement des conflits.

9. Le PNUD a promu des solutions globales avant, pendant et après les crises. La promotion de modèles évolutifs pour le programme global sur la sécurité et la protection des populations et des organisations dans les territoires touchés par les conflits a également été une priorité. En outre, le PNUD a favorisé l'inclusion productive et professionnelle grâce à des stratégies d'innovation, de financement et de mise en œuvre menées avec le secteur privé.

10. Le Gouvernement colombien et les représentants onusiens présents dans le pays sont convenus d'un Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2024-2027 fixant cinq priorités stratégiques, dont quatre sont porteuses de transformations et la cinquième est transversale, qui prennent en compte des facteurs favorisant le progrès, tels que l'approche différenciée fondée sur les droits, sur la population et sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, la convergence territoriale, le renforcement du système statistique national, la gestion des connaissances et les mécanismes de financement du développement, et la contribution à la tenue des engagements internationaux.

11. Le PNUD prendra part à une intervention intégrée des Nations Unies axée sur l'obtention de résultats en travaillant sur le développement durable en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation internationale du Travail (OIT). En outre, aux côtés de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, le PNUD continuera de soutenir les efforts de consolidation de la paix dans différents territoires. La collaboration avec

les Volontaires des Nations Unies (VNU) demeurera un outil stratégique et opérationnel utilisé pour obtenir des résultats dans les régions concernées.

12. Conformément au Plan-cadre de coopération, le PNUD, en adoptant une vision systémique et territoriale à long terme visant à ne laisser personne de côté, se concentrera sur les priorités suivantes : i) consolider une paix stable et durable en transformant les conflits, la sécurité humaine et la justice sociale de sorte que le pays puisse désamorcer la violence ; ii) réduire les écarts dans l'accès aux droits, principalement pour les personnes les plus touchées par les conflits (victimes, signataires, figures de la société civile, habitants des zones où prédominent les économies illicites et les groupes criminels), en ouvrant des perspectives de participation et d'inclusion socioéconomique ; iii) promouvoir la protection sociale et l'inclusion socioéconomique des populations vulnérables (y compris les femmes dans toute leur diversité, les migrants, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes en situation de handicap), en rehaussant les niveaux d'égalité et en traçant des trajectoires durables afin de surmonter la pauvreté et de favoriser l'inclusion productive ; iv) protéger l'environnement afin que l'action climatique et la transition énergétique propre et juste limitent les répercussions de la triple crise planétaire sur le pays et le bien-être de la population, tout en s'efforçant de fournir une occasion d'améliorer les systèmes publics ; v) renforcer les catalyseurs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, tel que l'équité de genre, ainsi que les trois autres transformations.

II. Priorités du programme et partenariats

13. Dans une perspective de développement global visant à surmonter les divergences, le PNUD tirera parti des quatre piliers stratégiques qui sont les siens dans le pays, à savoir la direction éclairée, la conception à grande échelle, la création d'alliances axée sur la transformation des systèmes et le déploiement de capacités stratégiques aux côtés d'acteurs publics et privés. Il déploiera ses compétences spécialisées de manière à renforcer les capacités des populations, des autorités locales et des acteurs de terrain de surmonter les inégalités et de renforcer la résilience des populations et des territoires vulnérables.

14. Fort de son expérience, le PNUD promeut le développement humain durable par la protection de la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, la consolidation de la paix et le règlement des difficultés rencontrées dans un contexte national changeant, ainsi que par son engagement en faveur de la prise en compte des questions de genre en tant que catalyseur du développement humain durable, l'objectif étant d'apporter une valeur ajoutée à la mise en œuvre du plan national de développement qui est menée au niveau du pays.

15. La stratégie sera ancrée dans une approche intersectionnelle promouvant l'égalité des genres, l'inclusion et la protection des personnes en situation de handicap ainsi que la reconnaissance de la diversité culturelle et ethnique. En fournissant une assistance technique efficace au Gouvernement colombien, aux autorités locales, au secteur privé et aux organisations sociales et locales, le PNUD a l'occasion de mettre en lumière la polyvalence qui est la sienne en unifiant divers secteurs pour aborder des questions sensibles et atteindre les populations des zones reculées.

16. Le PNUD oriente les débats nationaux et conçoit des solutions sur mesure en faveur du développement durable et de la consolidation de la paix, en s'attaquant aux principaux défis et en promouvant la coopération triangulaire et Sud-Sud grâce à sa direction éclairée.

17. Le PNUD tient compte de la diversité des perspectives et des voix de toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et local. Il a créé des canaux de communication accessibles et efficaces, tels que des consultations publiques (groupes de coordination, enquêtes et plateformes numériques, entre autres), pour renforcer l'appropriation et l'incidence des projets. Cette approche globale fait naître un sentiment d'appropriation parmi les bénéficiaires et renforce l'engagement et la collaboration, améliorant ainsi l'efficacité et la durabilité des initiatives du PNUD.

18. Les habitants des territoires auront accès à des possibilités de développer leurs capacités de base et leurs capacités renforcées. Ces progrès sont le fruit des efforts collectifs déployés par toutes les parties prenantes, qui ouvrent de nouvelles perspectives de développement humain durable. Il sera plus facile de remédier aux difficultés auxquelles se heurte le pays en permettant à la population de participer plus librement à la prise de décisions et à la recherche de solutions.

19. Le programme complète les efforts déployés dans le cadre d'instruments onusiens, tels qu'ONU 2.0 et ses cinq axes de changement, en ce qu'il associe des compétences spécialisées en matière de données, d'innovation, de transformation numérique, de prospective et de sciences comportementales, le Plan de réponse aux priorités communautaires, le Plan d'action régional pour les réfugiés et les migrants et les mandats et plans qui régissent l'action de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie. Des initiatives visant à tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire seront lancées dans le cadre des quatre réalisations. Les VNU seront mis à contribution dans les territoires afin d'obtenir des résultats concrets dans les domaines de la paix et de l'environnement. Leur intégration dans des rôles clés sera axée sur le renforcement des capacités, la mobilisation de la population et le transfert de connaissances, en renforçant les capacités locales et en promouvant la participation des citoyens aux mécanismes de développement.

Consolidation de la paix, sécurité humaine et justice sociale

20. Le PNUD soutiendra l'ouverture de perspectives, la mise au point de méthodes et la création d'outils visant à resserrer les liens avec les parties prenantes engagées dans les trajectoires d'évolution sociale. Pour ce faire, il créera et promouvra des forums, des plateformes et des dialogues multipartites visant à faciliter la mise au point de solutions de collaboration. En préférant les stratégies de coopération aux approches fondées sur le contentieux ou la mise en concurrence, le PNUD renforcera les capacités de participation des acteurs au niveau international. L'objectif est de promouvoir une participation et des activités de sensibilisation et de communication inclusives, en veillant à ce que les différentes voix soient entendues et à ce que les réalités et les besoins de chacun soient pris en compte.

21. Le PNUD consolidera la politique de sécurité humaine et soutiendra l'Accord de paix en renforçant les mécanismes institutionnels de transformation territoriale grâce à une approche fondée sur les droits humains. Il entend améliorer les modèles de justice locale, faire participer les femmes aux procédures de justice réparatrice, promouvoir les programmes de développement axés sur les territoires et aligner les instruments de planification rurale. La collaboration avec ONU-Femmes et le Ministère de l'égalité et de l'équité sera essentielle pour lutter contre la violence de genre et la prévenir. Le PNUD soutiendra les initiatives institutionnelles et communautaires visant à surmonter les obstacles à la sécurité, à la prévention des violations des droits humains et à la protection contre ces violations.

22. Des alliances institutionnelles seront nouées avec d'autres partenaires, avec la société civile, avec le monde universitaire et avec le secteur privé afin de favoriser un changement de discours, d'attitude et de conception mentale qui renforcera la confiance sociale, la volonté et le soutien aux politiques et aux initiatives menées au

niveau des territoires. En outre, les connaissances issues des sciences comportementales seront mises à profit pour améliorer l'accès de la population à diverses formes de sécurité, en particulier pour les femmes et les jeunes, tout en tenant compte de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

23. Le PNUD soutiendra le Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition en adoptant une approche axée sur l'être humain visant à lever les obstacles et à renforcer les capacités des victimes, des signataires de l'Accord de paix et des témoins de jouir de leurs droits. Le PNUD, en collaboration avec la Juridiction spéciale pour la paix, défendra les scénarios et les modèles qui contribuent à la justice réparatrice et permettra aux participants de s'engager dans des initiatives qui feront avancer la réparation et le rétablissement des victimes (travaux, projets et activités dont le contenu est axé sur la réparation et les sanctions spéciales, en prêtant attention à l'environnement, à la nature et aux territoires). De plus, le PNUD renforcera les capacités du comité de suivi et de contrôle de la Juridiction spéciale pour la paix afin de stimuler la mise en œuvre des recommandations.

Protection sociale et inclusion socioéconomique

24. Le PNUD contribuera à la politique publique de protection sociale évolutive et d'inclusion socioéconomique de la Colombie. Il accompagnera les pouvoirs publics dans la conception et la mise en œuvre de la politique de protection sociale du Conseil national de la politique économique et sociale. Le PNUD fournira des conseils et un appui techniques pour la formulation de politiques globales visant à répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Il renforcera également la protection sociale en mettant en avant un réseau de programmes tenant compte des questions liées à la protection sociale évolutive et à la gestion des catastrophes dans la protection de l'environnement tout en promouvant la sécurité alimentaire grâce à une production locale durable. En collaborant avec l'Organisation internationale du Travail et ONU-Femmes, le secteur privé et les organisations non gouvernementales spécialisées dans le développement durable, le PNUD peut renforcer la capacité des populations de faire face aux chocs économiques et environnementaux, contribuant ainsi à la résilience, à la cohésion sociale et à la réduction des disparités fondées sur le genre.

25. Le PNUD donnera la priorité aux solutions porteuses de transformations qui favorisent l'inclusion productive au niveau infranational en encourageant les partenariats. Il mettra notamment en relation les possibilités d'emploi et de création d'entreprise en adoptant une approche fondée sur la chaîne de valeur et défendra l'inclusion financière afin de veiller à ce que les bénéficiaires des programmes de protection sociale aient accès à la participation économique. Le PNUD soutiendra aussi la consolidation et l'intégration territoriale du système national de soins aux côtés du Département national de planification et le Ministère de l'égalité et de l'équité, en renforçant les capacités institutionnelles de gestion et de prestation de services. L'initiative se concentrera également sur le renforcement politique des personnes qui prodiguent des soins, en particulier les femmes, afin de garantir l'avancement et la réalisation effective des droits de ces personnes et de celles qui reçoivent ces soins.

26. Le soutien à la protection sociale et à l'inclusion productive est axé sur le renforcement des capacités et la promotion de réseaux qui intègrent les populations vulnérables et encouragent la participation de la société civile. L'objectif est de faire en sorte que l'inclusion soit durable grâce à une approche fondée sur la demande, en améliorant l'accès au marché, au financement, à l'innovation, à la technologie et à la dématérialisation. Le PNUD collaborera avec les établissements d'enseignement, les entreprises et les organisations locales pour élaborer des programmes visant à améliorer les compétences professionnelles et à encourager l'entrepreneuriat. À cette

fin, il encouragera le travail avec et pour les femmes et les populations vulnérables dans les espaces professionnels dominés par les hommes, en tirant parti de la stratégie du programme de certification Equipares s'adressant aux secteurs public et privé.

27. Les mesures de protection sociale sont axées sur une approche fondée sur le cycle de vie, en renforçant les capacités par l'éducation et la formation aux compétences techniques et socioémotionnelles afin d'améliorer la qualité de vie. Il est primordial de promouvoir des approches associatives qui garantissent une justice redistributive, en mettant l'accent sur l'autonomie économique des femmes et la prise en compte du handicap. Le PNUD apportera un soutien technique et stratégique aux entités nationales et territoriales qui souhaitent institutionnaliser l'approche fondée sur des solutions durables, en les aidant à concevoir et à appliquer des mesures répondant aux besoins des populations touchées par les conflits, les déplacements ou les catastrophes liées aux phénomènes naturels et aux changements climatiques.

Environnement, action climatique et transition énergétique

28. Le PNUD promouvra le développement humain durable sur l'ensemble des territoires colombiens, en favorisant le bien-être général en harmonie avec les limites de la planète et des écosystèmes. Il soutiendra les stratégies de gestion et d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, notamment la transition énergétique juste et l'adoption de pratiques durables. Les efforts se concentreront sur la conservation de la biodiversité et la restauration des zones stratégiques grâce à des solutions fondées sur la nature, au financement vert et aux modèles de bioéconomie. De plus, le PNUD renforcera les capacités en mettant en œuvre des modèles d'analyse et de gestion de l'information pour la préparation aux crises, la réduction et la gestion des risques de catastrophes dans les crises présentant des risques multiples et la promotion du développement durable et de l'action climatique (c'est-à-dire le renforcement de la résilience des populations).

29. Le PNUD fera progresser les stratégies visant à réduire et à prévenir la pollution en encourageant la production et la consommation durables et les pratiques liées à l'économie circulaire. Il tiendra systématiquement compte de la consolidation de la paix dans les initiatives de développement humain, de conservation de la biodiversité et de protection du climat. Cette approche vise à atténuer les effets de la triple crise planétaire tout en prenant acte de ses effets différenciés sur certaines populations, telles que les femmes et les filles, les peuples autochtones et les groupes et habitants de territoires appauvris.

30. Le PNUD accompagnera les ministères de l'environnement, de la planification, de l'agriculture, des finances et de l'énergie, le secteur privé et les organisations autochtones et locales dans le renforcement des politiques publiques environnementales. Il encouragera les alliances stratégiques avec le secteur privé et les acteurs non conventionnels visant à créer des modèles de financement de solutions innovantes fondées sur la nature à destination aux populations vulnérables, en cherchant à renforcer les capacités territoriales en matière de prévention des catastrophes naturelles et d'intervention et en stimulant l'obtention de résultats à grande échelle.

31. Le PNUD renforcera le lien entre l'approche environnementale qui est la sienne et la démocratie et la consolidation de la paix en Colombie en améliorant la gouvernance, en autonomisant les populations et en favorisant le développement économique durable. Il soutiendra la décentralisation de la prise de décisions sur les ressources naturelles et stimulera la cohésion sociale grâce à la collaboration avec les autorités locales, à des cadres réglementaires cohérents, à un meilleur contrôle environnemental et à des partenariats avec le secteur privé pour les petites et moyennes entreprises. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour

l'environnement (PNUE), le PNUD assurera la promotion des initiatives environnementales et des modes de financement novateurs et collaborera avec les groupes de femmes, les jeunes et les réseaux internationaux afin d'obtenir des effets durables sur la paix et le développement durable.

Moteurs du Programme de développement durable à l'horizon 2030

32. Les moteurs qui permettent d'orienter la mise en œuvre du programme sont au nombre de quatre : l'innovation stratégique ; la transition numérique ou la technologie ; le financement du développement ; le renforcement des capacités institutionnelles. Agir au niveau des territoires présente une valeur ajoutée pour la réalisation du Programme 2030.

33. L'innovation stratégique est essentielle pour promouvoir l'efficacité du développement humain durable. Sous le slogan « Le développement se construit avec les personnes et à partir de leur territoire », le PNUD mettra au point des méthodes systémiques qui permettront de comprendre les difficultés territoriales en menant des travaux de recherche rigoureux, évolutifs et fondés sur des expériences. Pour ce faire, il analysera les facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux, cartographiera les solutions communautaires et recensera les initiatives et solutions d'intégration avec la participation des populations locales.

34. Les technologies innovantes, l'inclusion et l'habileté numérique du PNUD sont essentielles pour le renforcement des capacités et l'amélioration de l'exécution de ses programmes. À cet égard, les cadres d'examen de l'état de préparation de la Colombie à la transition numérique et à l'intelligence artificielle sont incontournables pour faire progresser la convergence des capacités de base et des capacités renforcées des personnes et de leurs territoires. À cela s'ajoute le fait que la conception et l'exécution de programmes fondés sur différentes technologies numériques font passer l'approche du PNUD à un autre niveau pour les parties prenantes.

35. Le financement du développement est essentiel. Premièrement, il encourage la participation de tous les secteurs, en particulier le secteur privé et les organisations liées au développement. Deuxièmement, il mobilise diverses sources de financement par l'entremise du cadre de financement national intégré, en optimisant l'allocation des ressources publiques et en favorisant les partenariats afin de maximiser le développement durable. Parmi les principales mesures, citons l'étude et la conception de mécanismes de financement innovants, tels que l'étiquetage budgétaire, l'inférence de priorité publique, les obligations thématiques, l'efficacité des dépenses fiscales, la micro-assurance et la création de canaux de financement qui réduisent les risques, les fonds pour la biodiversité, les banques d'habitat et les prêts verts.

36. Le PNUD renforcera les capacités institutionnelles afin d'appuyer les efforts nationaux déployés au niveau infranational et les efforts de lutte contre la corruption et de promouvoir l'intégrité du service public dans le cadre des principes de l'État ouvert. Il renforcera également les capacités techniques des acteurs locaux dans le cadre de la stratégie de déploiement territorial et s'engagera auprès des populations autochtones en reconnaissant les autorités qui sont les leurs et en soutenant leur identité, leur autonomie, leur diversité et leur gouvernance territoriale.

37. Le PNUD renforcera les capacités institutionnelles, sociales et communautaires en vue d'intégrer une approche fondée sur le genre, de remédier à une discrimination fondée sur le genre profondément enracinée, de faire avancer les transformations dans les nœuds structurels entre femmes et hommes grâce à des mesures porteuses de transformation en matière de genre, et d'inclure et de protéger les personnes en situation de handicap.

III. Administration du programme et gestion des risques

38. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

39. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

40. Le programme sera exécuté sous la direction du Ministère des relations extérieures, du Département national de planification et de l'Agence présidentielle colombienne pour la coopération internationale, en qualité de coordonnateurs officiels et techniques de la coopération internationale. Le PNUD fournira une assistance technique, un soutien administratif et une aide à la gestion.

41. Le programme recevra les contributions des entités gouvernementales par l'entremise des coordonnateurs officiels de la coopération internationale. Les homologues bilatéraux, les organisations de la société civile et les bénéficiaires ont été consultés. Le programme est aligné sur les priorités du plan national de développement actuel, du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et du comité de gestion du programme créé pour coordonner la coopération internationale et superviser l'exécution du programme.

42. Le programme sera exécuté conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats, en s'appuyant sur les quatre axes stratégiques mentionnés précédemment et en garantissant son efficacité et sa conformité avec les procédures du PNUD et la gestion globale des risques. Les normes sociales et environnementales permettant d'obtenir des résultats en matière de développement seront intégrées dans la gestion des programmes et des projets. Le respect de ces normes garantira l'application du principe de responsabilité en réaction aux plaintes portant sur les répercussions possibles sur l'environnement ou le bien-être des personnes et des communautés. Toute personne, y compris représentante d'une organisation, peut déposer une plainte au nom des populations touchées.

43. Le contexte exige du programme qu'il soit souple et qu'il permette de réagir rapidement et de manière intégrée pour régler les problèmes du pays, rectifier le champ d'application territorial et gérer les capacités administratives du pays, qui seront renforcées par un plan d'investissement pluriannuel. Le PNUD élargira sa stratégie de partenariat en concluant des partenariats avec de nouvelles parties prenantes, telles que les banques multilatérales de développement et le secteur privé. Le lancement de plusieurs initiatives permettra de tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

44. Parmi les principaux risques figure la réorientation possible des priorités politiques et des processus de planification imputables à d'éventuels changements, au niveau du gouvernement, consécutifs aux élections qui auront lieu la deuxième année et qui pourraient influencer sur la continuité du programme. L'incertitude économique mondiale constitue également un risque, en particulier en ce qui concerne le

financement du Programme 2030. Des crises de grande ampleur pourraient peser sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, en détournant les priorités et les ressources nationales vers des interventions d'urgence. La persistance des conflits menace la sécurité, érode la confiance dans le dialogue et dans les processus de paix, et fait reculer le soutien public et sectoriel aux politiques de paix et de développement.

45. Pour atténuer les risques, le PNUD se mobilisera et communiquera régulièrement avec les parties prenantes en veillant à tenir compte des personnes qui sont les plus laissées de côté. Il soutiendra les transitions gouvernementales aux niveaux national et local, en favorisant la transformation systémique par le renforcement de l'écosystème numérique et de l'écosystème de financement afin de faire progresser le Programme 2030 et le développement humain durable. Des initiatives ciblées renforceront la résilience aux crises et aux conflits, stimulant la confiance du public dans la paix et le développement au niveau territorial.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

46. Le PNUD rationalisera la gestion des connaissances dans l'exécution des projets afin de mieux mesurer l'efficacité des interventions et les résultats et incidences, en insistant sur la convergence et en surmontant les divergences. L'accent sera mis sur l'évaluation des effets sur le développement humain durable dans les territoires. En outre, la mise au point et le suivi d'indicateurs différenciés pour l'égalité des genres et le développement durable seront au cœur des travaux du bureau de pays.

47. Les travaux de recherche nécessitant de comprendre les phénomènes économiques, sociaux, environnementaux et politiques qui sont à l'œuvre seront fondamentaux dans la promotion des connaissances. Cette démarche est soutenue par une stratégie visant à permettre l'obtention de données pertinentes et différenciées pour ouvrir la voie à des initiatives, des programmes, des évaluations et une direction éclairée qui étayent les décisions prises par le PNUD dans le territoire où le programme est exécuté.

48. Le contrôle de l'exécution et l'évaluation du programme seront au cœur de la gestion des connaissances et permettront de recenser les possibilités de renforcer l'efficacité et la pertinence des interventions, d'améliorer les activités et processus et de comprendre les résultats et les incidences des programmes soutenus par le PNUD. Le PNUD s'efforcera d'allouer 1 % du budget des projets au suivi.

49. Le PNUD travaillera en étroite collaboration avec des organismes nationaux, tels que le Département national de planification et le Département national de statistique, entre autres, soit pour collecter de nouvelles données et améliorer la gestion des registres officiels, soit pour promouvoir l'utilisation de sources, de bases de données et de rapports nationaux afin de mesurer convenablement l'incidence des politiques et des initiatives publiques sur le développement du pays.

50. Les indicateurs, les niveaux de référence et les niveaux cibles, qui constituent la base du contrôle de l'exécution et l'évaluation du programme, pourraient être modifiés une fois que les indicateurs du Plan-cadre de coopération auront été définis. Le plan de contrôle de l'exécution et d'évaluation du programme prévoit des réunions techniques avec les partenaires d'exécution et les entités gouvernementales, des visites annuelles sur le terrain, des évaluations annuelles, l'élaboration de rapports et une évaluation indépendante au troisième trimestre de 2027.

51. Le PNUD s'est engagé à améliorer l'intégration des questions de genre dans les projets classés sous les marqueurs de genre 2 et 3. Il s'efforcera de veiller à ce que 70 % des dépenses du projet et 3 % du budget soient alloués à la promotion de

l'égalité des genres. Les mécanismes et protocoles issus des normes sociales et environnementales seront pris en compte afin de gérer les risques avec les contreparties. Les données essentielles proviendront de bases de données nationales, d'entités industrielles et d'autres partenaires.

52. La stratégie comprendra : a) un mécanisme de soutien à l'assurance qualité assorti d'une approche tenant compte des questions de genre ; b) un plan d'évaluation stratégique à l'appui de la prise de décisions, de l'apprentissage et de l'application du principe de responsabilité ; c) un programme de recherche complet, pluriannuel et interdisciplinaire ; d) un plan de communication en bonne et due forme ; e) le suivi des risques environnementaux et sociaux.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la Colombie (2025-2027)

Priorité ou objectif du pays : 1. Consolidation de la paix, sécurité humaine et justice sociale. Objectifs de développement durable : 1, 5, 8, 10, 16 et 17

Réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : 1.1 D'ici à 2027, la Colombie aura progressé dans la réduction des disparités dans l'accès aux droits des personnes les plus touchées par le conflit armé grâce à l'ouverture de perspectives de participation et d'inclusion socioéconomique et au maintien de la paix territoriale et de la justice sociale

Réalisation correspondante 2 du plan stratégique : Personne n'est laissé de côté, l'accent étant mis sur l'égalité des chances et sur une approche du pouvoir d'action et du développement humains fondée sur les droits

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Indice de pauvreté multidimensionnelle Niveau de référence (2023) : 12,1 % Niveau cible (2027) : 9,3 %	Département national de statistique, annuelle Unité pour la prise en charge des victimes et la réparation intégrale, annuelle	Produit 1.1 : Les entités nationales et territoriales peuvent garantir que des mesures de paix, de justice et de non-répétition seront prises pour les victimes, élaborer des stratégies en faveur de solutions durables et renforcer le Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition.	Département national de planification Département de la prospérité sociale Fonds pour une Colombie en paix Ministère public Agence de réhabilitation du territoire Unité pour la prise en charge des victimes et la réparation intégrale Département national de statistique Mission de vérification des Nations Unies Organisation internationale pour les migrations Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs	Ressources ordinaires : 424 350 dollars Autres ressources : 83 863 400 dollars
Écart d'extrême pauvreté entre les zones urbaines et rurales Niveau de référence (2018) : 3,2 Niveau cible (2027) : 1,6 %		Indicateur 1.1.1 : Nombre d'entités nationales et territoriales dotées de capacités renforcées leur permettant de mener des programmes de sécurité, de justice et de coexistence, en tenant compte des figures de la société civile, des signataires de l'Accord de paix, des communautés autochtones, des paysans, des femmes, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes et d'autres communautés. Niveau de référence (2023) : 343 Niveau cible (2027) : 443 Source : PNUD Fréquence : annuelle		
Pourcentage d'ex-combattants ayant achevé le processus de réintégration à 50 % Niveau de référence (2019) : 30 % Niveau cible (2027) : 45 %		Indicateur 1.1.2 : Nombre d'organisations transfrontières, nationales, régionales, et locales dotées de capacité en matière de : a) dialogue et médiation ; b) cohésion sociale ; c) prévention des conflits et consolidation de la paix ; d) lutte contre le discours haineux et la pollution informationnelle ; e) santé mentale et soutien psychosocial		
Travail informel Niveau de référence (2023) : 56 % Niveau cible (2027) : 45,3				

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Nombre de victimes du conflit engagées dans un processus de réparation ou effectivement indemnisées Niveau de référence (2017) : 72 090 Niveau cible (2027) : 87 627		(indicateur 3.2.2 du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources) Niveau de référence (2023) : 23 Niveau cible (2027) : 37 Source : PNUD Fréquence : annuelle Produit 1.2 : Les institutions gouvernementales et sociales peuvent créer des mécanismes de protection des droits humains, encourager la participation politique et citoyenne, promouvoir la paix, soutenir la transformation territoriale et renforcer les systèmes judiciaires, la sécurité humaine et la résilience des communautés. Indicateur 1.2.1 : Nombre de stratégies, plans, programmes et politiques élaborés ou mis en œuvre pour renforcer les capacités en matière de dialogue, de recherche de consensus et de règlement des conflits afin de consolider la démocratie autour de différentes questions Niveau de référence (2023) : 163 Niveau cible (2027) : 261 Source : PNUD Fréquence : annuelle Indicateur 1.2.2 : Nombre d'organisations sociales dont les capacités en matière de participation politique et citoyenne, de suivi et de promotion de la paix, de transformation territoriale et de renforcement des systèmes judiciaires, de sécurité humaine et de résilience des populations ont été renforcées Niveau de référence (2023) : 27 Niveau cible (2027) : 72 Source : PNUD Fréquence : annuelle	Fonds d'affectation spéciale pluriparténaires Secteur privé Instituts de recherche Donateurs bilatéraux Donateurs multilatéraux Collectivités territoriales	

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		<p>Produit 1.3 : Le gouvernement peut élaborer des stratégies de mise en œuvre de l'Accord de paix de 2016, notamment de réintégration, et mener une réforme rurale intégrale, des programmes de développement fondés sur une approche territoriale et d'autres processus de dialogue de paix et de règlement des conflits fondés sur une approche territoriale.</p> <p>Indicateur 1.3.1 : Nombre de politiques, stratégies ou plans d'action relatifs à la prévention des conflits et la consolidation de la paix qui sont axés sur : a) la prévention de l'extrémisme violent ; b) la réconciliation ; c) la réintégration ; d) l'adaptation au climat et l'atténuation des effets des changements climatiques en favorisant la paix et en tenant compte des conflits ; e) les processus de réforme rurale (indicateur 3.2.1 du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources)</p> <p>Niveau de référence (2023) : 785</p> <p>Niveau cible (2027) : 1 155</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p> <p>Indicateur 1.3.2 : Nombre d'ex-combattants et de parties comparaissant devant la Juridiction spéciale pour la paix ou de victimes reconnues ayant accès à des droits économiques, juridiques et communautaires durables, ventilé par sexe, handicap et appartenance ethnique</p> <p>Niveau de référence (2023) : 75 000</p> <p>Niveau cible (2027) : 90 000</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p>		

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Priorité ou objectif du pays : 3. Protection sociale et inclusion socioéconomique. Objectifs de développement durable : 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11 et 17				
Réalisation 2 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : 3.1 D'ici à 2027, la Colombie aura progressé dans la jouissance effective des droits grâce à des biens et à des services qui garantissent l'égalité et l'équité sociale et productive				
Réalisation correspondante 1 du plan stratégique : La transformation structurelle, notamment en ce qui concerne les transitions verte, inclusive et numérique, a été accélérée				
Taux d'extrême pauvreté par niveau de revenu	Département national de statistique, annuelle	Produit 2.1 : Les entités nationales et territoriales peuvent élaborer des stratégies de promotion de l'égalité et de l'équité, en garantissant les droits et l'accès à des biens et services inclusifs, efficaces et de qualité dans le cadre d'un système de protection sociale universel et évolutif qui progresse vers une société de soins.	Département national de planification	Ressources ordinaires :
Niveau de référence (2017) : 33 %	Système intégré de protection sociale, annuelle		Département de la prospérité sociale	424 340 dollars
Niveau cible (2027) : 24,75 %			Unité nationale de gestion des risques de catastrophe	Autres ressources :
			Agence des États-Unis pour le développement international	21 972 100 dollars
Taux de chômage		Indicateur 2.1.1 : Nombre de stratégies, de programmes et de plans nationaux et territoriaux mis en œuvre en faveur de la création, du développement ou de la réglementation des systèmes de soins	Ministère de l'environnement et du développement durable	
Niveau de référence (2024) : 10,3 %		Niveau de référence (2023) : 5	Département national de statistique	
Niveau cible (2027) : 8 %		Niveau cible (2027) : 77	Commission des objectifs de développement durable du Département national de planification	
Espérance de vie au niveau national		Source : PNUD	Fonds d'affectation spéciale pluriparténaires	
Niveau de référence (2024) : 77,46 ans		Fréquence : annuelle	Ministère de l'éducation nationale	
Niveau cible (2027) : 78,66 ans		Indicateur 2.1.2 : Nombre d'entités qui ont fait progresser le type de services de protection sociale et la qualité de ces services (indicateur 1.2.2 du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources)	Ministère de l'agriculture	
		Niveau de référence (2023) : 3	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	
		Niveau cible (2027) : 9	Programme alimentaire mondial	
		Source : PNUD	Volontaires des Nations Unies	
		Fréquence : annuelle	Secteur privé	
		Produit 2.2 : Les entrepreneurs et les unités de production peuvent élaborer des stratégies d'inclusion productive en garantissant des possibilités égales et équitables de travail décent ou d'entrepreneuriat durable.	Instituts de recherche	
			Donateurs bilatéraux	
			Donateurs multilatéraux	
			Collectivités territoriales	

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		<p>Indicateur 2.2.1 : Nombre de personnes participant à des processus de renforcement des entreprises axés sur l'innovation, la transformation numérique ou l'emploi formel, ventilé par sexe, handicap et appartenance ethnique</p> <p>Niveau de référence (2023) : 1 756</p> <p>Niveau cible (2027) : 7 024</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p>		
		<p>Produit 2.3 : Les populations en situation de déplacement ont accès aux soins, à la protection, à la régularisation et aux mesures d'inclusion socioéconomique.</p>		
		<p>Indicateur 2.3.1 : Nombre de personnes en situation de déplacement qui bénéficient d'un accès effectif aux possibilités de régularisation, d'emploi et d'inclusion en prenant en compte les questions de genre, ventilé par handicap et appartenance ethnique</p> <p>Niveau de référence (2023) : 706</p> <p>Niveau cible (2024) : 2 822</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p>		
		<p>Indicateur 2.3.2 : Nombre de personnes ayant accès à des services d'éducation ou de formation à la vie active, en favorisant l'accès au marché du travail et l'inclusion économique</p> <p>Niveau de référence (2023) : 500</p> <p>Niveau cible (2027) : 2 000</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p>		

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Priorité ou objectif du pays : 4. Environnement, action climatique et transition énergétique. Objectifs de développement durable : 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 17				
Réalisation 3 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : 4.1 D'ici à 2027, la Colombie aura progressé dans l'adaptation aux effets de la triple crise planétaire — changements climatiques, perte et dégradation de la biodiversité, et réduction de la pollution – et l'atténuation de ses effets				
Réalisation correspondante 3 du plan stratégique : La résilience a été renforcée pour faire face à l'incertitude et au risque systémique				
Émissions de gaz à effet de serre Niveau de référence (2017) : 258 millions de tonnes d'équivalents dioxyde de carbone (t éq. CO ₂). Niveau cible (2027) : 183 millions de t éq. CO ₂	Ministère de l'environnement et du développement durable, annuelle Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales, annuelle	Produit 3.1 : Les entités nationales et territoriales peuvent mettre en œuvre des stratégies de gestion et d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, des stratégies de transition énergétique et des pratiques durables. Indicateur 3.1.1 : Nombre de stratégies nationales et territoriales mises en œuvre en faveur de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets, de la consommation durable et de la transition énergétique, en adoptant une approche différenciée et une perspective de genre Niveau de référence (2023) : 134 Niveau cible (2027) : 211 Source : PNUD Fréquence : annuelle Produit 3.2 : Les organisations et institutions territoriales peuvent sauvegarder la biodiversité et restaurer des zones environnementales essentielles à l'aide d'outils tels que le financement vert et les modèles de bioéconomie fondés sur une approche territoriale. Indicateur 3.2.1 : Nombre d'organisations et d'institutions territoriales soutenues dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes, de projets et de stratégies de développement rural, de production durable, de conservation et d'exploitation de la biodiversité, axés sur les populations vulnérables et fondés sur une approche différenciée et une approche de consolidation de la paix Niveau de référence (2023) : 117	Département national de planification Ministère de l'environnement et du développement durable Département national de statistique Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires Ministère de l'agriculture PNUE Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Volontaires des Nations Unies Secteur privé Instituts de recherche Donateurs bilatéraux Donateurs multilatéraux Collectivités locales	Ressources ordinaires : 141 340 dollars Autres ressources : 51 487 000 dollars
Déforestation au niveau national Niveau de référence (2023) : 30 % Niveau cible (2027) : 5 %				

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		<p>Niveau cible (2027) : 294 Source : PNUD Fréquence : annuelle</p> <p>Indicateur 3.2.2 : Nombre d’hectares ayant fait l’objet de solutions fondées sur la nature dans des zones stratégiques du point de vue de l’environnement Niveau de référence (2023) : 861 793 Niveau cible (2027) : 1 130 293 Source : PNUD Fréquence : annuelle</p> <p>Produit 3.3 : Les organisations et institutions nationales et territoriales peuvent faire progresser la connaissance des processus de réduction des risques et de gestion des catastrophes en réagissant aux crises faisant peser des menaces multiples dans une perspective de développement durable et d’action climatique et en mettant en avant des stratégies de réduction et de prévention de la pollution grâce à une production, une consommation et une circularité durables.</p> <p>Indicateur 3.3.1 : Nombre d’organisations et d’institutions dont les capacités de réduction et de gestion des risques de catastrophes ont été renforcées Niveau de référence (2023) : 80 Niveau cible (2027) : 93 Source : Projets du PNUD Fréquence : annuelle</p> <p>Indicateur 3.3.2 : Nombre de stratégies et de plans de développement tenant compte des risques qui sont soutenus par le PNUD au niveau national et régional (indicateur 3.1.1 du cadre intégré de résultats et d’allocation des ressources) Niveau de référence (2023) : 80 Niveau cible (2027) : 110</p>		

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		Source : PNUD Fréquence : annuelle Indicateur 3.3.3 : Quantité de produits chimiques évités ou éliminés grâce à la promotion de stratégies de consommation et de production durables et de l'économie circulaire Niveau de référence (2023) : 29 180 Niveau cible (2027) : 30 692 Source : PNUD Fréquence : annuelle		
Priorité ou objectif du pays : 5. Moteurs du Programme 2030. Objectifs de développement durable : 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16 et 17 Réalisation 4 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : 5.1 D'ici à 2027, l'État colombien aura amélioré sa capacité de suivre et de mettre en œuvre le Programme 2030 grâce à des systèmes de gestion de l'information et des connaissances plus efficaces, à une mobilisation des ressources assortie de nouvelles sources de financement et à des stratégies efficaces d'intégration d'approches différenciées, tenant compte des questions de genre et fondées sur les droits dans les initiatives de développement durable Réalisation correspondante 1 du plan stratégique : La transformation structurelle, notamment en ce qui concerne les transitions verte, inclusive et numérique, a été accélérée				
Écart moyen de revenus mensuels entre femmes et hommes Niveau de référence (2020) : 8,6 % Niveau cible (2027) : 1,6 % Écart dans la valeur économique des soins et travaux domestiques non rémunérés en pourcentage du produit intérieur brut Niveau de référence (2016) : 10,7 % Niveau cible (2027) : 5,2 %	Département national de statistique, annuelle	Produit 4.1 : Les institutions nationales et territoriales et la société civile peuvent promouvoir des mesures de transformation territoriale qui contribuent à combler les lacunes et à intégrer des approches différenciées et intersectionnelles. Indicateur 4.1.1 : Nombre d'institutions qui ont renforcé leurs capacités de gestion institutionnelle en faveur de la transformation territoriale et de la réduction des écarts Niveau de référence (2023) : 13 Niveau cible (2027) : 60 Source : PNUD Fréquence : annuelle Indicateur 4.1.2 : Nombre d'organisations qui ont renforcé leurs capacités en faveur de la transformation territoriale et de la réduction des écarts en adoptant une approche différenciée et intersectionnelle	Département national de planification Ministère de l'environnement et du développement durable Département national de statistique Commission des objectifs de développement durable du Département national de planification Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires Ministère des mines et de l'énergie FAO ONU-Femmes Fonds des Nations Unies pour la population	Ressources ordinaires : 424 350 dollars Autres ressources : 67 205 700 dollars

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		<p>Niveau de référence (2023) : 27</p> <p>Niveau cible (2027) : 42</p> <p>Source : Projets du PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p> <p>Produit 4.2 : Les organisations et institutions nationales et territoriales et le secteur privé peuvent mettre en œuvre des approches intersectionnelles et différenciées tenant compte des questions de genre et mettre au point des mesures qui promeuvent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.</p> <p>Indicateur 4.2.1 : Nombre de mesures mises en œuvre pour : a) éliminer la discrimination et la ségrégation fondées sur le genre sur le marché du travail ; b) accroître l'accès et le recours des femmes aux technologies numériques, à la finance numérique, au commerce électronique et aux filières numériques ; c) assurer la sécurité économique et l'autonomisation des femmes dans les contextes de crise, notamment grâce à des plans de relance économique (indicateur 6.1.1 du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources)</p> <p>Niveau de référence (2023) : 1</p> <p>Niveau cible (2027) : 36</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p> <p>Indicateur 4.2.2 : Nombre de femmes et de personnes aux identités diverses, ventilé par handicap et appartenance ethnique, bénéficiant de stratégies visant à renforcer leur inclusion socioéconomique, juridique et communautaire</p> <p>Niveau de référence (2023) : 257 573</p> <p>Niveau cible (2027) : 340 000</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p>	<p>Volontaires des Nations Unies</p> <p>Secteur privé</p> <p>Instituts de recherche</p> <p>Donateurs bilatéraux</p> <p>Donateurs multilatéraux</p> <p>Collectivités territoriales</p>	

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		<p>Produit 4.3 : L'État colombien peut accéder à des mécanismes innovants de financement du développement et consolider les alliances avec des partenaires de coopération internationaux, notamment le secteur privé, les organismes philanthropiques et la société civile.</p> <p>Indicateur 4.3.1 : Nombre de partenariats avec le secteur privé, le secteur public, les administrations locales, les organismes philanthropiques, le monde universitaire ou la société civile portant sur la création de mécanismes, d'instruments ou d'outils de financement du développement</p> <p>Niveau de référence (2023) : 5</p> <p>Niveau cible (2027) : 11</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p> <p>Indicateur 4.3.2 : Nombre de mécanismes, d'instruments ou d'outils de financement du développement créés ou conçus conjointement avec le secteur privé, le secteur public, les administrations locales, les organismes philanthropiques, le monde universitaire ou la société civile</p> <p>Niveau de référence (2023) : 4</p> <p>Niveau cible (2027) : 10</p> <p>Source : Projets du PNUD</p> <p>Fréquence : annuelle</p>		